

DECOSTER (Albert), Directeur et propriétaire des journaux *L'Echo du Katanga* (Elisabethville, 1942-61) et *Le Progrès* (Elisabethville, 1946-60) (Port Elizabeth, Afrique du Sud, 8.6.1916 - Bruxelles, 15.4.1989). Fils de Jean et de Reversez, Eva ; époux de Petit-Sadin, Yvette.

Albert Decoster compte parmi les figures représentatives de l'implantation belge au Katanga dans ce qu'elle a comporté de différenciations sociales et de projets variés. La société coloniale belge de cette région bien particulière du Congo fut souvent identifiée aux noms des têtes de file des principales «tribus sociales» qui servaient d'armature à l'*establishment* colonial. Les grandes entreprises, les corps de l'Etat, l'Eglise catholique, constituaient en effet de grandes filières au sein desquelles se définissaient les statuts et les hiérarchies entre cadres supérieurs et moyens, eux-mêmes nettement distincts des agents subalternes.

A Elisabethville, la cohésion de ce petit monde, où certains ont d'ailleurs vu une «grande féodalité», l'emportait sur d'éventuels clivages politiques importés de Belgique. En 1928, des journalistes anversois francophones, fort engagés dans le nationalisme de droite, fondèrent un quotidien à Elisabethville : *l'Essor du Congo* devint non seulement le principal quotidien de la place, et un des meilleurs journaux de l'ancien Congo belge, mais aussi la tribune de l'élite d'Elisabethville. Des points de vue variés étaient publiés dans ses colonnes, alors même que son directeur, Jean Sepulchre, ne faisait pas mystère de ses sympathies conservatrices. C'est également à travers *l'Essor* que s'exprima la *leadership* culturelle de la communauté belge du Katanga, des années 1930 à la fin de la période coloniale.

La puissance de l'armature de cet *establishment*, le caractère charismatique de certaines de ses figures de proue (on pense à Mgr J.-F. de Hemptinne), ne doivent pas faire perdre de vue l'existence d'autres couches de la population européenne. En marge des couches dirigeantes et de leurs clientèles, des milieux variés ont eux aussi incarné le Katanga colonial avec leur propre projet d'enracinement, souvent d'ailleurs dans une visée à plus long terme que celles de cadres qui n'étaient jamais que de passage au Congo. Que ce fût au sein des grandes filières, piliers de l'occupation belge, ou que ce fût parmi les indépendants, colons, commerçants, etc., évoluaient différents milieux, se distinguant par leurs origines ethniques ou nationales, par leur niveau de ressources, par leur instruction, mais partageant le trait commun d'être à la périphérie du milieu dirigeant. C'est dans *l'Echo du Katanga*, le deuxième journal d'Elisabethville par le tirage, que ces milieux trouvèrent leur tribune et c'est là que nous devons situer Albert Decoster et l'univers dans lequel s'est déroulée l'entièreté de sa vie et dont la disparition devait constituer la tragédie de son existence.

Albert Decoster a grandi avec le Katanga et c'est à la construction de cette société coloniale qu'il dut la conquête d'une situation sociale qui promettait d'être stable et reconnue. Une perspective appréciée à toute sa valeur car les débuts avaient été difficiles. Jean Decoster, le père, avait environ trente ans lorsqu'il avait quitté la Belgique pour Elisabethville, tentant différents métiers dans une société dont l'avenir était encore fort incertain. Bientôt rejoint par sa femme et leurs trois enfants, Jean Decoster connut des hauts et des bas qui marquèrent le jeune âge du quatrième enfant, Albert. Celui-ci naquit à Port Elizabeth pendant la Première Guerre. Cette circonstance lui valut une double nationalité, britannique et belge, qu'il garda toute sa vie. Il s'agit là davantage que d'une convenance personnelle. Par les relations personnelles qu'il y entretenait, par les séjours effectués en Rhodésie ou en Afrique du Sud, la vision du monde d'Albert Decoster fut en effet influencée par la familiarité avec ce monde «du Sud» si proche d'Elisabethville.

L'enfance se passa dans un cadre difficile, le père cherchant à subsister à Kamina, en marge des travaux de construction du chemin de fer. L'école fut tant bien que mal assurée au foyer familial jusqu'en 1926, lorsque les Decoster se déplacèrent à Jadotville. Cette période aide à mieux comprendre le profond attachement d'Albert à sa mère. C'est à elle qu'il dut les convictions religieuses intimes qu'il conserva jusqu'au bout.

De Jadotville, Albert Decoster avait été envoyé en pension à Elisabethville, au collège salésien de la ville. Mais, en 1933, la crise interrompit ses études. L'exode d'un quart de la population européenne et les restrictions budgétaires interdirent toute possibilité de poursuivre des études sur place. A 17 ans, le jeune Albert entra au service de l'Union minière, comme modeste employé, au traitement réduit d'un engagé sur place.

C'est à la même époque que Jean Decoster tenta sa dernière expérience professionnelle. Il racheta en effet une petite imprimerie et le modeste *Journal du Katanga* qui y était publié par deux représentants de l'importante colonie juive d'Elisabethville. J. Van Praag, commerçant et comptable immigré d'Anvers, avait compté parmi les pionniers du journalisme local en s'associant quelques années auparavant avec le docteur A. Liebaert pour publier *l'Etoile du Congo*. Durant la Première Guerre, l'opposition de ce journal à la politique nationaliste belge du ministre Renkin lui valut de graves difficultés. L'associé de Van Praag au *Journal*, B. Granat, colon juif de Palestine, avait immigré au Katanga via l'Afrique du Sud, et son intérêt à l'entreprise ne semble avoir été que financier. Les Decoster, père et fils, gardèrent toujours d'étroites relations dans le milieu juif qui constituait sans doute la minorité ethnique étrangère la plus influente d'Elisabethville. Ils gardèrent aussi une tradition de journalisme irrespectueux des conventions, combien contraignantes, de la vie sociale à Elisabethville.

Le *Journal du Katanga* disparut en 1930. Un an plus tard, le 1^{er} août 1931, Jean Decoster lança *l'Echo du Katanga*, un geste d'audace à un moment où s'amoncelaient les menaces de la crise. Organe de ton populiste, ne dépassant pas avant-guerre les quelques centaines d'exemplaires, *l'Echo* permit à Jean Decoster d'élargir le champ de ses ambitions en essayant de se profiler comme relais sur place du parti ouvrier belge et comme porte-parole du colonat et des petits indépendants. Ces tentatives se heurtèrent d'ailleurs à d'innombrables rivalités de personnes, et notamment avec *l'Informateur* de Raymond Cloquet, une feuille rivale lancée en 1934. Ce furent surtout les singuliers rappels à l'ordre de la part de *l'establishment*, par *l'Essor* interposé, qui meurtrirent Jean Decoster. Tout séparait d'ailleurs les deux journaux, l'attitude vis-à-vis de la guerre d'Ethiopie, de la guerre d'Espagne, du fascisme, du rexisme. Un aspect commun cependant : la fidélité à une notion exigeante du particularisme du Katanga, «passionnément belge», «dixième province de la Belgique», et une méfiance partagée vis-à-vis des bureaux de Kalina, considérés, non sans lucidité, comme de simples relais du Ministère des Colonies à Bruxelles. Notons d'ailleurs le caractère purement sentimental de cet attachement, ni Jean ni Albert Decoster ne mettant les pieds en Belgique que bien après la Deuxième Guerre, et ceci pour la première fois dans le cas d'Albert.

Dans le courant des années 1930, Albert Decoster s'inséra progressivement dans la rédaction du journal, signant d'abord des chroniques ou des éditoriaux sous un pseudonyme («Civis»). En 1942, le journal le présente comme «directeur», aux côtés encore du nom de son père. Bientôt, Albert épouse Yvette Petit et fonde un foyer qui devait compter cinq enfants.

Au moment où le jeune Decoster se lance définitivement dans sa nouvelle profession — il a 26 ans —, il convient d'évoquer le fonctionnement rudimentaire d'un journal colonial de l'époque. La chronique locale et les publicités permettaient certes d'y suivre les premiers pas d'une culture urbaine. Dans le même temps, les fonctions d'enquête locale y étaient réduites,

par manque de personnel tout comme par un climat fermé à toute notion de liberté d'expression. Suivant ses ressources, un journal s'approvisionnait en nouvelles internationales soit par l'intermédiaire d'une agence télégraphique, *Prescobel*, soit encore par des moyens artisanaux, telle l'écoute radio, soit enfin par la reproduction d'articles parus ailleurs.

Malgré ces contraintes sévères, le journal constituait aussi un des rares lieux où pouvaient être identifiés les clivages de la société coloniale, où des échanges polémiques faisaient fonction de points de repère, indiquant les grands alignements idéologiques et sociaux des milieux coloniaux. Il s'agissait le plus souvent de brefs accès de fièvre, l'exiguïté du marché interdisant les campagnes prolongées qui auraient aliéné des segments de la clientèle des lecteurs. Dans de nombreux cas, le ton est discret et seul un œil exercé permet de lire la signification d'affrontements masqués.

Quelques hauts moments des prises de position ou des grandes orientations de *l'Echo* doivent être relevés ici. Pendant la guerre, *l'Echo* se profila par rapport à *l'Essor* en adoptant une ligne pro-soviétique, sans nuances. La reproduction des communiqués militaires soviétiques occupait l'essentiel des nouvelles militaires, jusqu'à deux mois entiers après le débarquement en Normandie. Les «informations» sur la vie idyllique des peuples de l'Union Soviétique étaient accompagnées de mots d'ordre : «l'union des travailleurs de tous les pays avec ceux de l'URSS, garante de la paix» (5.1.1942). Ces nouvelles provenaient probablement d'écoutes radio et de la propagande soviétique relayée par des sympathisants en Grande-Bretagne, Afrique du Sud ou Rhodésie. Elles étaient accompagnées d'appels à des fonds, tels que «Pour l'aide à l'URSS», ou encore d'invitations à s'inscrire aux «Amis de l'Union Soviétique au Katanga».

Cette orientation s'inscrit certainement dans la ligne antifasciste défendue par Jean Decoster dans les années 1935 et suivantes. Elle correspondait toutefois moins à une conviction théoriquement mûrie qu'au désir de faire écho au climat de militantisme des ouvriers européens de l'Union minière au cours des années de guerre. Toute opposition au patronat avait été muselée en temps de paix. Cette fois il devenait possible de revendiquer et de dénoncer le capitalisme. Le caractère indépendant d'Albert Decoster se révéla toutefois lorsque le journal prit position contre une grève en temps de guerre. *L'Echo du Katanga* adressa alors un appel à la raison aux ouvriers «qui nous connaissent comme leur ami sincère et dévoué» (8.8.1942). Cet éditorial et d'autres qui suivirent, dirigés contre Heynen et Dutron et leur appel à une «puissance étrangère» (la Rhodésie), valurent à *l'Echo* des rancunes tenaces. La faction soutenue par *l'Echo* resta minoritaire, et ce fut *l'Informateur* qui devint la tribune des syndicats européens du Katanga.

Après la fin des hostilités, *l'Echo du Katanga* poursuivit sur un ton acerbe ses dénonciations du capitalisme, «ennemi n° 1», et ceci jusqu'au Coup de Prague de février 1948 qui fit rompre le journal avec sa ligne doctrinaire. Cette orientation avait reposé sur une analyse erronée de la société katangaise, le journal plaquant sur le monde colonial une contradiction «peuple» contre «puissants», qui tenait la société africaine complètement à l'écart de ce schéma. L'analyse était profondément dualiste, montrant une société «indigène», avec sa propre cohérence, mais en dehors de la société civile. Au sein de cette dernière se trouvait la seule dynamique de l'histoire et, suivant le schéma marxiste classique, les trusts, les cartels, les grands organismes tels le CSK ou le CNKI, s'y opposaient aux forces vives, représentées par le colonat européen. Un épisode représentatif de cette profonde erreur d'appréciation fut l'espoir exprimé par le journal à la perspective d'une alliance socialiste-communiste en Belgique. *L'Echo du Katanga* voyait dans cette coalition comme une garantie pour que le Congo devienne «un pays à enrichir et à peupler», c'est-à-dire favorisant le peuplement blanc et le développement de

Malgré ses prises de position en faveur du colonat, dans la ligne de celles qui avaient été défendues par son père, Albert Decoster n'occupa jamais un rang en vue dans les organismes créés par les colons, et en particulier l'UCOL, fondée en 1946. On peut y voir une manifestation de son caractère indépendant. En 1948, toutefois, deux procès de presse — sans relation aucune l'un avec l'autre — assirent définitivement son journal comme le porte-parole d'une opinion indépendante de l'*establishment* katangais et comme «enfant terrible» du journalisme d'Elisabethville, suivant l'expression du gouverneur général Pétillon. La première procédure, entreprise contre R. Cloquet, propriétaire de l'*Informateur*, aboutit à la condamnation et bientôt à l'expulsion de celui-ci pour avoir couvert la publication dans son journal d'un article de propagande anticoloniale. Dans l'*Essor*, Sepulchre dénonça un «vendu». Decoster, pour sa part, vit dans l'incident une tentative de mainmise du *Kominform*. Ce n'est que quelques années plus tard qu'il apparut qu'une machination de la Sûreté avait été à l'origine de l'article incriminé, sans d'ailleurs que ces révélations tardives parussent avoir éveillé de réactions au Congo. Entre-temps, l'*Informateur* avait disparu de la scène, laissant à l'*Echo* le monopole de la défense des «petits». Ce rôle fut désormais pleinement assumé par Albert Decoster, avocat généreux des causes mal défendues, ce qui lui valut d'être entouré jusqu'à la fin de ses jours d'un réseau serré d'amitiés solides et fidèles.

Un deuxième procès fit davantage de bruit et consacra la position de l'*Echo*. Dès 1947, et puis surtout en mars 1948, le journal poursuivit en effet de ses accusations le gouverneur de la province, Henry-Léon Keyser. Peu de temps après le départ de celui-ci («vous n'avez plus rien à faire parmi nous», 3.4.1948), le Ministère des Colonies annonça qu'il était mis fin à la carrière coloniale de Keyser. Celui-ci avait entre-temps déposé plainte «du chef d'injures et diffamation». Au terme de péripéties judiciaires amplement reproduites par l'*Echo*, Keyser fut débouté. L'affaire avait valu à Elisabethville une courte enquête effectuée sur place par le gouverneur général Jungers. Encore que l'*Essor du Congo* eût gardé à cette occasion un silence étourdissant, cet épisode fit grand bruit, et parvint jusqu'au Parlement belge. C'était la première fois dans l'histoire du Congo belge qu'une campagne de presse venait à bout d'un haut fonctionnaire. Le consul des Etats-Unis à Elisabethville releva que, pour la première fois, le mythe de l'Administration toute-puissante était ébranlé.

On l'a noté plus haut, l'exigüité du marché des lecteurs de journaux imposait toutefois des limites à la liberté d'expression. Tirant à environ 1 500 exemplaires dans les années 1950, l'*Echo* ne pouvait se permettre de s'aliéner une partie de sa clientèle. Les exemples ne manquent pas où, tout comme ses rivaux, le journal préférât se cantonner dans le silence. Ce fut le cas en mars 1957 lors de la visite à Elisabethville du Secrétaire général du syndicat socialiste belge (FGTB), L. Major. Aux yeux des cadres dirigeants des grandes entreprises, les termes employés dans la traduction swahilie instantanée d'un discours prononcé en français par Major à la commune Kenya fit l'effet d'une déclaration de guerre à l'adresse du patronat blanc et d'une invasion de la politique belge au cœur d'un Katanga protégé, vivant l'exemple de «50 ans de fructueuse collaboration raciale» (l'*Essor du Congo*, 4.9.1957). On cherchera en vain dans l'*Echo* la trace des controverses à ce sujet qui, au moment même, faisaient rage dans les colonnes de l'*Essor*.

Qu'on ne lise pas dans cet incident une quelconque trace d'anticolonialisme. Il serait en même temps erroné de considérer les Decoster comme ayant été insensibles à l'évolution de la société africaine. Leur engagement en faveur d'une industrialisation locale, reposant sur des entrepreneurs colons, supposait l'apport d'une force de travail africaine qualifiée, mais il s'agissait bien dans leur vue d'auxiliaires, et non de

coresponsables. En 1948, l'*Echo* publie un article consacré à Kapenda Tshombe, père de Moïse, et entrepreneur africain : cette exception confirme la règle (3.7.1948). Le thème de l'inefficacité de l'enseignement professionnel africain revient d'ailleurs comme un leitmotiv dans le journal. En 1944, les Decoster, père et fils, prêchèrent d'exemple en organisant chez eux des cours du soir de comptabilité et de gestion commerciale à l'intention de «clercs» congolais. Cette activité leur valut d'ailleurs une surveillance tatillonne de la Sûreté qui crut identifier dans ces réunions le lieu où avait mûri le projet de soulever les garnisons du Katanga et du Kasai.

Dans les mêmes années, l'extension d'un public de lecteurs africains devenait toutefois suffisante pour intéresser les éditeurs de journaux. En 1934-35 déjà, l'expérience de *Ngonga*, un journal destiné au public africain, n'avait été interrompue que sur intervention de Mgr de Hemptinne auprès des autorités provinciales. En 1946, Albert Decoster fit une nouvelle tentative dans cette direction en commençant la publication du *Progrès*, d'abord comme hebdomadaire, paraissant ensuite deux fois par semaine. Cette publication n'a encore fait l'objet d'aucune étude historique. Il est intéressant de noter que l'*Essor* ne suivit l'exemple de son concurrent qu'avec dix ans de retard, en publiant à partir de 1956 *Katanga*, bimensuel destiné aux lecteurs africains. Le *Progrès* eut rapidement une audience dépassant largement la province du Katanga. On y trouvait des nouvelles, intéressant notamment la vie associative congolaise, et provenant aussi bien du Katanga que du Kasai ou de la Province Orientale. On notera que, dès ses débuts, le *Progrès* publia en feuilleton «L'Empire du Silence», un reportage critique et peu conventionnel consacré au Congo par Oscar-Paul Gilbert, et ceci avant même la publication de l'ouvrage à Bruxelles par les «Editions du Peuple» en 1947. Les attaches socialistes des Decoster expliquent certainement cette parution dans le *Progrès*. L'*Echo* lui-même ouvrit une colonne hebdomadaire confiée à un collaborateur congolais, Sylvere Bondekwe.

En 1955, les hôtels et restaurants étaient «déségrégués». Les cinémas allaient suivre, dans ce pays où il était de bon ton de nier l'existence de toute *colour bar*. Ce n'est pas le milieu socialiste, ni en Belgique ni en Afrique, qui activa la marche vers l'indépendance du Congo belge. Le mouvement nationaliste ne trouva d'ailleurs pas d'appui dans les partis politiques de la métropole, mais plutôt dans des milieux chrétiens du Congo et de Belgique, parfois alliés à des «progressistes» de diverses origines. Le milieu colonial du Katanga aborda cette période en pensant profiter de l'occasion pour relâcher les liens avec Kalina et les resserrer avec la Belgique. Les différentes «tribus sociales» cherchèrent des appuis dans le milieu africain en se créant des clientèles à base ethnique. Les amitiés d'Albert Decoster parmi les Luba, regroupés au sein de la *Balubakat*, lui valurent, une fois de plus, des ennuis avec d'influents factions du milieu colon, liées, elles, à la *Conakat*, une coalition qui regroupait les colons originaires du haut Katanga et qui afficha dès 1959 une position katangaise autonomiste.

Le retournement d'Albert Decoster en décembre 1959 en faveur d'une ligne indépendantiste pour le Katanga fut-il un geste de résignation, expliqué par le sentiment d'impuissance qui se dégageait de la haute administration à Kalina ? Fut-il un geste de conviction que seule la *Conakat* garantirait la continuité d'une présence du colonat belge au Katanga après l'indépendance ? Nous ne sommes pas en mesure de répondre à ces questions.

La sécession du Katanga fut le dernier chapitre de la vie africaine d'Albert Decoster. Il le vécut passionnément. L'*Echo* comme l'*Essor* se plongèrent dans un monde d'illusions et d'exaltation collective, s'accrochant à Moïse Tshombe comme au sauveur qui barrerait la route à Lumumba, au communisme, au mouvement afro-asiatique, à l'anticolonialisme américain. L'*Echo* prit vigoureusement parti contre les

premières interventions militaires de l'ONU après l'arrivée du contingent indien. Dès juillet 1961, A. Decoster était dans le collimateur de Conor Cruise O'Brien, représentant du Secrétaire général des Nations Unies à Elisabethville, Irlandais emporté par un rêve anticolonialiste et, bien entendu, indisposé par l'influence anglaise toute proche du Katanga. O'Brien avait la bonne conscience de participer à la naissance d'un monde internationaliste, placé sous le signe des Lumières. En août 1961, l'opération Rumpunch ne réussit que fort partiellement à expulser du Katanga les conseillers militaires et mercenaires de toutes origines au service de l'Etat sécessionniste. En revanche, à titre d'exemple, le 26 août 1961, Albert Decoster fut sommairement expulsé du pays où il avait grandi et qu'il considérait comme le sien. *As a token repatriation*, écrit C. O'Brien dans ses mémoires. Mais s'agissait-il d'un «rapatriement» pour quelqu'un qui connaissait à peine la Belgique et dont le foyer avait été fondé à Elisabethville ?

Depuis la Belgique, Albert Decoster tenta d'animer la propagande katangaise. On le voit au premier plan des auteurs de dénonciations des brutalités accompagnant les opérations de guerre au Katanga dans les mois qui suivirent son expulsion. Il lance à Bruxelles un modeste *Echo du Katanga* hebdomadaire, publié tant bien que mal en 1961-1962. Ses alliés politiques d'alors étaient situés aux antipodes du rêve de gauche qui avait animé les Decoster, père et fils, dans le Katanga des années 1940.

Grandi dans un monde qui avait sa logique et sa cohérence, Albert Decoster fut trop entier pour ménager une transition qu'il vécut comme inacceptable et incompatible avec ses convictions. Il s'éteignit à Bruxelles en 1989. Sa vie adulte fut ainsi divisée en deux parties de durée à peu près égales, d'un peu moins de trente ans chacune. La deuxième partie fut consacrée à une petite imprimerie et à une riche activité dans la vie associative du Brabant wallon. Mais le premier acte de cette vie bien remplie suffit à donner sa pleine signification à un parcours qui, à travers tout, fut indépendant.

Distinctions honorifiques : Chevalier de l'Ordre de Léopold II ; Médaille d'Or de l'Ordre du Lion ; Médaille de l'effort de guerre 1940-1945.

30 novembre 1995.

J.-L. Vellut.